

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/GBR/1

24 octobre 1996

(96-4456)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS CONNEXES

Royaume-Uni¹

Le présent document contient les questions posées à la délégation du Royaume-Uni dans le cadre de l'examen des législations sur le droit d'auteur et les droits connexes et les réponses qu'elle a données lors de la réunion du Conseil du 22 au 25 juillet 1996.²

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

1. Prière d'expliquer si et comment la loi du Royaume-Uni protège les oeuvres, les phonogrammes et les représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, et si et comment elle leur accorde une protection sur la base du traitement national, comme l'exigent l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC (d'une manière générale, pour ce qui concerne le droit d'auteur et les droits voisins) et l'article 9:1 de l'Accord (qui incorpore l'article 5 1) de la Convention de Berne). En particulier, prière d'expliquer comment le traitement national est accordé en ce qui concerne la répartition de la rémunération pour copie privée prévue par l'article 44 de la Loi sur le droit d'auteur.

En ce qui concerne le droit d'auteur et les droits connexes faisant l'objet de la section 1 de la partie II de l'Accord sur les ADPIC, les oeuvres protégées par un droit d'auteur (et dans la législation britannique les phonogrammes sont considérés comme tels) originaires d'autres pays ainsi que les représentations ou exécutions d'oeuvres étrangères bénéficient de la même protection que les oeuvres et représentations ou exécutions britanniques, ce qui est conforme aux prescriptions en matière de traitement national énoncées aux articles 3 et 9:1. La législation britannique sur le droit d'auteur s'applique aux oeuvres originaires d'autres pays en vertu des ordonnances prises en application de l'article 159 de la Loi de 1988 sur le droit d'auteur, les dessins et modèles et les brevets; les artistes interprètes ou exécutants désignés dans les ordonnances prises en application de l'article 208 de cette loi jouissent de la protection de leurs représentations ou exécutions. L'Ordonnance de 1995 sur le droit d'auteur (modifiant l'ordonnance sur l'application à d'autres pays) (SI 1995 n° 2987) et l'Ordonnance de 1995 sur la protection réciproque des représentations ou exécutions (pays conventionnels) (SI 1995 n° 2990) prises respectivement en application de chacun des articles susmentionnés ont donné

¹Les lois et réglementations relatives au droit d'auteur et droits connexes notifiées par le Royaume-Uni au titre de l'article 63:2 de l'Accord sont distribuées sous les cotes IP/N/1/GBR/1 et IP/N/1/GBR/C/1 et 2.

²Le compte rendu de cette réunion a été publié sous la cote IP/C/M/8.

effet aux obligations incombant au Royaume-Uni à l'égard des autres pays Membres de l'OMC à compter du 1er janvier 1996, dans les cas où il n'était pas déjà satisfait à ces obligations par des ordonnances préexistantes mettant en oeuvre les obligations contractées du Royaume-Uni au titre d'autres conventions ou instruments internationaux relatifs au droit d'auteur.

La législation britannique en matière de droit d'auteur ne comporte aucune disposition concernant la rémunération pour copie privée.

[Question complémentaire]

Veuillez expliquer si et comment les recettes provenant des taxes sur les copies privées et les cassettes vierges imposées au Royaume-Uni sont réparties sur la base du traitement national aux détenteurs de droits de l'ensemble des pays Membres de l'OMC, quel que soit le type de détenteur de droit.

Le Royaume-Uni ne prélève aucun droit de copie privée, ni sur les cassettes vierges, ni sur les équipements ou autres, et c'est la raison pour laquelle il a répondu qu'il n'existait aucune disposition concernant la répartition des rémunérations.

2. Le Royaume-Uni applique-t-il la "règle de la durée plus courte" aux phonogrammes et aux représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC? Dans l'affirmative, prière d'expliquer comment vous le justifiez au regard de l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC.

La durée de protection accordée par le Royaume-Uni aux enregistrements sonores et aux représentations ou exécutions est de 50 ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle l'enregistrement a été effectué (c'est-à-dire fixé) ou au cours de laquelle la représentation ou l'exécution a eu lieu, ce qui correspond à la durée minimale prescrite à l'article 14:5 de l'Accord sur les ADPIC. Si, pendant cette période, l'enregistrement sonore, ou l'enregistrement de la représentation ou de l'exécution est rendu public, la durée de protection s'achève 50 ans après la fin de l'année civile au cours de laquelle cette publication a eu lieu. Les producteurs et les artistes interprètes ou exécutants des Etats-Unis ne bénéficient d'une durée de protection supérieure à 50 ans (ce qui est possible lorsqu'un enregistrement n'est pas rendu public l'année même où il est réalisé ou l'année où a lieu la représentation ou l'exécution), que si cette durée n'est pas supérieure à celle accordée aux Etats-Unis.

3. Prière d'expliquer si et comment le Royaume-Uni accorde une protection contre la reproduction à la fois directe et indirecte de phonogrammes, comme l'exige l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC, y compris par transmission numérique dans le cadre de services d'abonnement ou de services interactifs.

En vertu de la législation britannique, la protection d'un enregistrement sonore donne au détenteur du droit le droit exclusif de reproduire son oeuvre (voir l'article 16 1) a) de la Loi de 1988) et un recours est possible pour atteinte au droit d'auteur lorsqu'une reproduction de cet enregistrement est effectuée sans autorisation. Par ailleurs, l'article 16 3) b) dispose nommément que cet acte réservé au titre du droit d'auteur (la reproduction) peut avoir été accompli aussi bien directement qu'indirectement, et ce, indépendamment du fait qu'un acte intermédiaire porte lui-même atteinte au droit d'auteur. Cela couvre notamment la reproduction d'un enregistrement sonore à partir d'une transmission numérique.

[Question complémentaire]

Est-ce que la législation britannique inclut dans son champ d'application la protection du droit de reproduction lorsque celle-ci est faite à partir d'une transmission radiodiffusée?

Le Royaume-Uni a déjà indiqué dans sa réponse initiale que le droit du détenteur d'un enregistrement sonore protégé s'étend à la reproduction numérique de cet enregistrement. Il en va de même de la reproduction d'un enregistrement à partir d'une radiodiffusion, par un procédé numérique ou autre, pour les mêmes raisons que celles exposées dans la réponse initiale.

4. Prière d'expliquer si et comment le Royaume-Uni accorde une protection rétroactive totale aux oeuvres, phonogrammes et représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, comme l'exigent les articles 9:1, 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, dont chacun incorpore par référence l'article 18 de la Convention de Berne ou se fonde sur cet article. Prière d'indiquer la date à laquelle remonte cette protection en ce qui concerne chaque catégorie d'objet. En outre, prière de décrire comment l'article 7 des ordonnances du Royaume-Uni sur le droit d'auteur s'appliquera à ceux qui se sont fondés sur le fait qu'une oeuvre était du domaine public après que la protection assurée par le droit d'auteur aura été rétablie, ou sera accordée à une oeuvre encore protégée dans son pays d'origine et qui n'a pas bénéficié d'une durée de protection complète au Royaume-Uni. En particulier, nous voudrions savoir s'il existe des limitations concernant les activités des parties en question quant à la portée ou à la durée.

Les oeuvres protégées par un droit d'auteur, y compris les phonogrammes (qui sont considérés comme tels - voir réponse à la question 1), et les artistes interprètes et exécutants d'autres pays sont protégés comme expliqué dans la réponse à la question 1.

Il n'est pas possible d'indiquer la date à laquelle remonte la protection étant donné que celle-ci est toujours accordée pour l'avenir et qu'elle est accordée à une oeuvre ou à l'enregistrement d'une représentation ou exécution particulière, après qu'ils sont devenus éligibles pour bénéficier d'une protection, pour une période qui court à compter de la date, précédant l'ouverture au droit, à laquelle l'oeuvre ou l'enregistrement ont été exécutés comme le prescrit l'Accord sur les ADPIC. Une oeuvre ou l'enregistrement d'une représentation ou d'une exécution sont donc protégés si la durée de protection qui leur aurait été applicable s'ils avaient été protégés dès le départ n'a pas encore expiré.

Les enregistrements sonores réalisés depuis au moins l'année 1946 peuvent être protégés au Royaume-Uni. La Loi de 1988 sur le droit d'auteur, les dessins et modèles et les brevets (modifiée par le Règlement de 1995 sur la durée du droit d'auteur et des droits afférents à des représentations ou exécutions) confirme, au paragraphe 12 de la première annexe, la durée de protection énoncée dans la Loi sur le droit d'auteur de 1956 pour les enregistrements sonores réalisés avant le 1er juin 1957 (date d'entrée en vigueur de la Loi de 1956). La Loi de 1956 prévoit, au paragraphe 11 de l'annexe 7, une durée de protection de 50 ans à compter de la date de fixation pour les enregistrements sonores réalisés avant l'entrée en vigueur de la loi. Le Règlement de 1995 pourrait permettre la protection d'enregistrements sonores réalisés avant 1946.

Aux termes de ce même règlement, les oeuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques existantes dont l'auteur est décédé depuis 70 ans, c'est-à-dire avant 1926, peuvent également être protégées. La Loi de 1988, que le Règlement de 1995 modifie, confirmait la protection des oeuvres réalisées avant son entrée en vigueur au paragraphe 12 de la première annexe par référence aux articles 2 et 3 de la Loi de 1956, qui doivent être lus conjointement avec les dispositions transitoires énoncées à l'annexe 7 de cette loi concernant les oeuvres réalisées avant l'entrée en vigueur de la susdite.

L'Ordonnance de 1993 sur le droit d'auteur (application à d'autres pays) modifiée par l'Ordonnance de 1995 susmentionnée assure la protection rétroactive, sous réserve bien entendu que le délai de protection n'ait pas encore expiré, de l'ensemble des oeuvres protégées de tous les pays Membres de l'OMC. L'Ordonnance de 1995 ne rétablit pas de droit d'auteur étant donné que l'article 18 de la Convention de Berne n'oblige pas à protéger les oeuvres qui sont déjà tombées dans le domaine public en raison de l'expiration du délai de protection du droit d'auteur. L'article 7 de l'Ordonnance

de 1993 (modifiée par l'Ordonnance de 1995) accorde une certaine protection à ceux qui ont utilisé ou sont sur le point d'utiliser une oeuvre nouvellement protégée par un droit d'auteur. Cet article autorise la poursuite de certains actes à moins que le titulaire du droit d'auteur ne verse une compensation qui peut être fixée par arbitrage en l'absence d'un accord. La durée pendant laquelle cet acte peut être poursuivi dépend de ce qu'il entre ou non dans le champ d'application de cet article. En dernière analyse il revient aux tribunaux de décider si tel est le cas dans une espèce donnée.

En ce qui concerne les droits des artistes interprètes et exécutants, l'Ordonnance de 1995 mentionnée dans la réponse à la question 1 accorde une protection réciproque, c'est-à-dire la même que celle accordée au titre de la deuxième partie de la Loi de 1988 sur le droit d'auteur, les dessins et modèles et les brevets aux artistes interprètes et exécutants britanniques (sauf lorsque cette réciprocité est limitée conformément à l'ordonnance pertinente). L'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC ne requiert l'application des dispositions de l'article 18 de la Convention de Berne qu'en ce qui concerne les droits des artistes interprètes ou exécutants sur les enregistrements sonores reconnus par cet accord. Par définition, le seul droit concerné ici est celui d'autoriser la reproduction de l'enregistrement d'une représentation ou d'une exécution. L'article 180 3) de la deuxième partie de la Loi de 1988 dispose qu'en ce qui concerne les droits sur les enregistrements ces droits sont valables - après que l'enregistrement a été reconnu éligible pour bénéficier d'une protection en vertu de la loi - au regard des prestations ayant eu lieu avant l'entrée en vigueur de la loi, pour autant qu'aucun acte accompli avant cette entrée en vigueur ou en application de dispositions prises avant celle-ci ne soit considéré comme portant atteinte aux droits acquis après l'entrée en vigueur de la loi. Comme pour le droit d'auteur, la mesure dans laquelle les représentations ou exécutions sont protégées dépend de la question de savoir si le délai de protection qui aurait été applicable si la représentation ou l'exécution avait toujours été protégée, a ou non expiré.

5. Prière d'expliquer quelles sont les sanctions pénales ou les mesures correctives civiles qui sont prévues en cas d'atteinte au droit d'auteur et dans quelle mesure elles sont pleinement conformes aux obligations énoncées aux articles 41, 45, 50 et 61 de l'Accord sur les ADPIC. Dans la réponse, prière de préciser, entre autres choses, si ces sanctions ou mesures peuvent inclure la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et du matériel ayant servi à la fabrication de ces marchandises, comme l'exigent les articles 46 et 61 de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que la manière dont il est prévu de prendre des mesures correctives civiles provisoires conformément à l'article 50 de l'Accord. Prière d'expliquer également comment les dommages en matière civile sont évalués en cas d'atteinte au droit d'exploitation de programmes d'ordinateur et quand et comment les honoraires d'avocat et les frais de justice sont imputés.

Le Royaume-Uni croit comprendre que les questions concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle seront examinées à une date ultérieure. Cependant nous renvoyons pour plus de détails aux réponses faites par le Royaume-Uni à la liste des questions concernant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle qui sera distribuée sous peu. Si vous souhaitez d'autres éclaircissements ou désirez poser des questions complémentaires, nous serons heureux d'en discuter sur une base bilatérale ou d'y revenir ultérieurement lorsque la question des moyens de faire respecter les droits sera abordée.